

L'un des groupes de fonctionnaires qui a protesté est celui de l'Insitut professionnel de la fonction publique. A la fin de l'année dernière, il en a appelé au premier ministre pour qu'il supprime des points apparents de contradiction manifestes avec la politique énoncée par M. Pearson, qui insistait sur les garanties et l'usage administratif du gouvernement.

Lors d'une récente entrevue, M. Leslie Barnes, directeur de l'Institut, a déclaré: «Ce que nous désapprouvons, c'est la disculpation arbitraire de la fonction publique tout entière, non la politique annoncée dans la formule Pearson. S'il n'y a pas d'abus, pourquoi redoute-t-on tant les garanties? S'il y avait des garanties, nous saurions que nous n'avons pas lieu de nous inquiéter. Mais tant qu'il ne fera rien pour remédier à la situation, on soupçonnera toujours le gouvernement de vouloir, sous couvert de bilinguisme, favoriser une politique ethnique.

«Nous savons qu'il y a des abus. Nous savons que des fonctionnaires ont de l'avancement parce qu'ils sont des Canadiens français ou ont un nom français, mais comme il n'y a ni sauvegarde ni droit d'appel, nous n'y pouvons rien.

«Pour bien des gens, il vaudrait mieux apprendre l'allemand ou le russe, car ce sont maintenant des langues scientifiques. Pourtant, nous ne pouvons obtenir du gouvernement des congés d'étude qui permettraient à nos scientifiques d'améliorer leurs connaissances ou de les mettre à jour.

Par exemple, un scientifique employé dans une ferme expérimentale de l'Alberta, qui ne peut être considéré comme bilingue, sera la victime de distinctions injustes.

Pour son avancement normal, il devra passer un certain temps à Ottawa. Lui refusera-t-on de l'avancement parce qu'il ne connaît pas le français, ou bien faudra-t-il qu'une fois à Ottawa, il passe deux mois par an à apprendre le français, qui ne lui sert à rien dans son travail? En fin de compte, on le renverra sans doute en Alberta pour lui accorder son avancement. C'est ridicule.»

C'est ce qu'on lit dans les journaux maintenant à propos de la discrimination dans la fonction publique.

En octobre dernier, le premier ministre a fait sa déclaration, fameuse ou plutôt infâme, où il disait qu'il placerait les fonctionnaires anglophones qui ne veulent pas apprendre le français comme liftiers dans les ascenseurs près de l'entrée de service. Que les députés lisent donc aussi ce que le secrétaire d'État (M. Pelletier) a dit lors de sa tournée dans l'Ouest. Si l'on veut de nouvelles preuves de la discorde que ce bill sème parmi les Canadiens, qu'on lise donc l'article intitulé «*Coming Showdown in the West*», paru dans le dernier numéro de *Maclean's*. Je crains que le prochain voyage du premier ministre dans l'Ouest du Canada ne lui réserve des surprises désagréables après les déclarations qu'il a faites.

J'aimerais maintenant dire quelques mots sur le troisième point de mon objection au bill, c'est-à-dire ses répercussions économiques, car c'est là, à mon avis, le nœud même du problème. Je compte, parmi mes amis, beaucoup de Canadiens d'origine française.

Ma circonscription de Qu'Appelle-Moose Mountain en compte 3,500, et, qu'on le croie ou non, nombre d'entre eux m'appuient, car ils voient les choses d'un même œil que moi. Le problème provient, au fond, d'un complexe d'infériorité à fondement économique. Cette question joue beaucoup sur les émotions, et dans ces cas-là, monsieur l'Orateur, il importe de rester maîtres de la situation, et non pas, comme les séparatistes, de se laisser guider par les passions.

Le fait est qu'au Québec—c'est triste à dire—la langue n'est qu'une des causes profondes du problème. Le système d'éducation est un autre facteur très important, comme le régime foncier et l'attitude patriarcale qui a favorisé l'établissement de milliers de petites fermes non rentables. Une autre difficulté provient du principe religieux qui interdit le contrôle des naissances. Il y a aussi le régime de l'élite française. Ces facteurs, entre autres, ont contribué depuis longtemps à maintenir la grande majorité de Canadiens francophones du Québec au bas de l'échelle économique. Pas étonnant qu'il y ait de l'agitation.

Comme Canadien, je suis tout à fait désolé de cette situation. Comme député, je supplie publiquement mes commettants anglo-saxons de faire preuve de patience, d'indulgence, de sympathie et de compréhension envers les Canadiens français du Québec dans l'espoir qu'avec le temps et une direction convenable, la situation changera et le problème se réglera progressivement. Toutefois, une direction adéquate est essentielle, et nous ne l'obtenons pas du gouvernement.

Pour revenir au facteur linguistique et à l'aspect économique que j'ai mentionnés, le fait brutal est que les Canadiens d'origine française devraient apprendre l'anglais aussi rapidement que possible, au lieu que les Anglais apprennent le français. J'exclus de cette assertion la faible proportion de Canadiens anglophones qui possèdent l'aptitude qu'il faut pour apprendre plus d'une langue.

Il y a plusieurs mois, j'ai eu une expérience intéressante en rentrant chez nous par avion. Durant le voyage, j'ai commencé à causer avec un professeur de l'Université de la Colombie-Britannique. Il ignorait que j'étais politicien, mais, au cours de la conversation, je lui ai demandé tout bonnement son opinion sur le projet de loi sur les langues. Cet homme étant professeur de langues, j'ai présumé qu'il était un spécialiste en linguistique. Il a répondu qu'à son avis le gouvernement s'était absolument fourvoyé, que le bilinguisme n'était vraiment pas réalisable. Il m'a expliqué que la facilité à apprendre une lan-